



Wallonie

Ville de Charleroi.

N/REF : CPURB/2026/0213.

Avis d'annonce de projet (annexe 25).

Le Collège communal fait savoir qu'en vertu du Code de Développement Territorial (CoDT), le Collège communal est saisi d'une demande de permis d'urbanisme.

Madame Marzia MAURO, a introduit une demande ayant trait à un bien sis Rue du Longtry, 76 à 6032 Mont-sur-Marchienne et cadastré 13 C 214M & 13 C 216N.

Le projet consiste en : Régularisation pour la démolition et reconstruction partielle d'un volume secondaire et en projet, reconstruction finale du volume secondaire, la création d'un auvent et la construction d'un abri de jardin ; l'annonce de projet présente les caractéristiques suivantes :

- Elle est organisée pour le(s) motif(s) suivant(s) :

La construction ou la reconstruction de bâtiments dont la profondeur, mesurée à partir de l'alignement ou du front de bâtisse lorsque les constructions voisines ne sont pas implantées sur l'alignement, est supérieure à quinze mètres et dépasse de plus de quatre mètres les bâtiments situés sur les parcelles contiguës, la transformation de bâtiments ayant pour effet de placer ceux-ci dans les mêmes conditions.

Dans les grandes lignes, la demande vise la régularisation pour la reconstruction d'un volume secondaire d'une superficie de 34,09 m² et d'une hauteur maximale de 2,96 m et en projet, la création d'un auvent d'une superficie de 27,49 m² dont les hauteurs s'aligneront sur le volume reconstruit et d'un abri de jardin de 6,79 m² partiellement enterré ;

- Elle est réalisée en vertu de l'article R.IV.40-2 2° du Code du Développement Territorial.

L'annonce de projet se déroule du **29/04/2026 (date début affichage) au 20/05/2026 (date fin)**.

Ⓞ Les bureaux sont fermés le vendredi 01/05/2026 et le jeudi 14/05/2026

Le dossier peut être consulté, pendant la période d'annonce, les jours ouvrables, uniquement sur rendez-vous à prendre au plus tard 24 heures à l'avance via l'adresse mail suivante : permisurbanisme@Charleroi.be ou par téléphone (071/86.38.00), à la maison communale annexe - Place Jules Destrée 1 à 6060 Gilly – rez-de-chaussée, service de l'Urbanisme. Les copies de documents via smartphones ou appareils photographiques personnels sont interdites.

Des explications sur le projet peuvent être obtenues auprès de Monsieur Emeric BRASSEUR, téléphone : 071/86.38.00, mail : permisurbanisme@Charleroi.be, dont le bureau se trouve à l'adresse mentionnée précédemment.

Les réclamations et observations écrites, qui porteront la mention CPURB/2026/0213, sont à envoyer, datées ainsi que signées et incluant l'adresse de correspondance postale, du 05/05/2026 au 20/05/2026 au Collège communal :

- Par courrier ordinaire à l'adresse suivante : Collège communal de Charleroi, Hôtel de Ville de Charleroi, Service de l'Urbanisme, Place Vauban, 14-15 - 6000 Charleroi.
- Par courrier électronique (seul le format PDF sera accepté pour les pièces jointes intégrées au courriel) à l'adresse suivante : PermisUrbanisme@Charleroi.be.

En date du 08/04/2026

Le Directeur général,
Par délégation



Pour le Bourgmestre,
Par délégation,
en vertu de l'art. L.1132-4 du C.D.L.D.

(s) Frédéric FRAITURE,
Inspecteur général

(s) Tanguy LUAMBUA,
9ème Échevin

N° de dossier : CPURB/2026/0213.

DÉCISION DE NE PAS IMPOSER UNE ÉTUDE D'INCIDENCES SUR L'ENVIRONNEMENT.

Demande de Madame Marzia MAURO en vue d'obtenir le permis d'urbanisme pour : Régularisation pour la démolition et reconstruction partielle d'un volume secondaire et en projet, reconstruction finale du volume secondaire, la création d'un auvent et la construction d'un abri de jardin à : Rue du Longtry, 76 à 6032 Mont-sur-Marchienne.

En application des dispositions des articles D.65. et R.21 du Livre Ier du Code de l'Environnement : Dispositions communes et générales, le Collège communal porte à la connaissance de la population que la demande dont question ne nécessite pas d'étude d'incidences sur l'environnement pour les motifs suivants :

Au vu de la notice et des plans annexés à la demande, ce projet n'aura pas d'incidences probables directes et indirectes notamment sur l'homme, la faune et la flore, le sol, l'eau, l'air, le climat et le paysage, les biens matériels et le patrimoine culturel ainsi que sur l'interaction entre ces facteurs.

Au regard de ces différents éléments, le projet n'est pas susceptible d'avoir des incidences notables sur l'environnement et il n'est, dès lors, pas nécessaire de réaliser une étude d'incidences.

Charleroi, le 22 avril 2026

Le Directeur général,
Par délégation

(s) Frédéric FRAITURE,
Inspecteur général



Pour le Bourgmestre,
Par délégation, en vertu de
l'art. L.1132-4 du C.D.L.D.

(s) Tanguy LUAMBUA,
9ème Échevin